



SPARC

Soutenir le Pastoralisme et
l'Agriculture durant les Crises
Récurrentes et Prolongées

Juin 2024

RÉSUMÉ STRUCTURÉ

CARACTÉRISATION DE LA SÉCURITÉ DE LA TENURE COLLECTIVE DANS LES SYSTÈMES PASTORAUX AU BURKINA FASO

Issa Sawadogo, Elie K Illy, Boubacar Ly, Safiatou Diallo, Ismael Badini, Jufferin Magnini et Magda Nassef

Motivation

Les conflits liés aux pâturages et les pressions exercées sur ces derniers se sont accrus en raison du changement climatique – modification du régime des précipitations, saisons des pluies plus courtes et périodes de sécheresse plus nombreuses. L'expansion des cultures, en particulier du coton, a envahi les pâturages et l'eau des pasteurs.

Objectif

Nous examinons le régime foncier du pastoralisme et sa gouvernance. Les sujets sont des pasteurs qui ont migré dans les années 1970 et 1980 du nord vers le sud, poussés par la sécheresse de plus en plus fréquente au nord. Ils vivent aujourd'hui aux côtés d'agro-pasteurs dans une zone relativement peu peuplée car autrefois frappée par la cécité des rivières, un fléau qui a pris fin lorsque le vecteur de cette maladie, la mouche noire, a été éradiqué dans les années 1970.

Méthodologie

Nous avons examiné la littérature de référence sur le pastoralisme et le régime foncier au Burkina Faso. Nous avons étudié le cas du village de Tigré, dans la commune de Bindé, province du Zoundwéogo, dans la région Centre-Sud du Burkina Faso. En février et mars 2023, nous avons interviewé des informateurs clés et organisé quatre groupes de discussion avec des pasteurs résidents, les Wakilé Allah.

Résultats

Les pasteurs utilisent des terres traditionnellement consacrées à l'élevage. Les terres appartiennent à des propriétaires privés mais sont gérées en vertu de droits collectifs et coutumiers. Le régime foncier coutumier s'aligne sur la loi nationale d'orientation foncière et de développement rural (LORP) qui réserve les terres au pâturage.

Bien que le système coutumier de gestion des pâturages soit largement accepté, des inquiétudes subsistent quant à sa sécurité. La sécurité foncière est menacée par la perte de cohésion sociale, les espaces pastoraux non délimités, l'empiètement de l'agriculture et l'application inadéquate de la loi.

Implications politiques

Pour répondre aux menaces qui pèsent sur le régime foncier des pasteurs, il faut trouver un équilibre qui préserve les pratiques traditionnelles tout en assurant une protection juridique grâce à la gestion et à l'enregistrement des terres. Les pâturages doivent être enregistrés au nom du groupe pastoral ou de la commune, une étape qui comprendra l'élaboration de règles d'utilisation des pâturages et d'une charte foncière locale.

Financé par



Ces ressources ont été financées par une aide du gouvernement du Royaume Uni ; cependant, les avis exprimés ne reflètent pas nécessairement la politique officielle du Royaume Uni.